Comment vérifier : dossier juridique

Authentifier en justice les documents électroniques d’une Nation.

La question en litige

Comment un document de la Nation, son inscription au Registre et son relevé au registre public peuvent-ils être authentifiés et admis en preuve? Et quel poids porte une preuve cryptographique d’intégrité?

Les instruments

Instrument	Date	Effet
Loi sur la preuve au Canada, art. 31.1–31.8	LRC 1985, c C-5	Documents électroniques : authentification, meilleure preuve, intégrité
Loi sur la preuve (Ontario), art. 34.1	LRO 1990, c E.23	Documents électroniques
Loi de 2000 sur le commerce électronique	LO 2000, c 17	Signatures et documents électroniques
Le registre de la Nation	2026	Dossiers ancrés dans Bitcoin

Les lois

Loi sur la preuve au Canada, LRC 1985, c C-5, art 31.1–31.8.

Loi sur la preuve, LRO 1990, c E.23, art 34.1.

Loi de 2000 sur le commerce électronique, LO 2000, c 17.

La jurisprudence

> ***R c Nikolovski***, [1996] 3 RCS 1197
> Une bande vidéo, dont l’exactitude et l’absence de modification sont établies, peut être admise et utilisée comme preuve matérielle.

Les arguments

	Pour la partie qui s’oppose	Pour la Nation
Authentification	La Nation n’est pas une autorité reconnue	Il suffit de prouver que le document est ce qu’il paraît être (art. 31.1)
Intégrité	Le système n’a jamais été éprouvé	L’intégrité découle de la fiabilité du système (art. 31.2) : signatures et ancrages publics
Poids	Faible : un dossier privé	Élevé : vérifiable indépendamment par tout le monde
Meilleure preuve	L’original est le papier	Le document électronique et sa preuve satisfont à la règle

Points faibles à vérifier

Pour la Nation : la méconnaissance de l’ancrage par chaîne de blocs par les tribunaux; le besoin d’un témoin expert. Pour la partie qui s’oppose : le faible seuil d’authentification; la vérifiabilité indépendante des dossiers.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Comment vérifier : dossier juridique

Note d’information

Un greffier reçoit un certificat de la Nation déposé comme pièce, avec son code de dossier et sa marque de bord. En 150 à 200 mots, conseille le greffier : comment le vérifier, quoi consigner, et ce que le juge pourrait avoir besoin d’entendre. Rédige une note d’information : objet, contexte, considérations, recommandation.

Problème de plaidoirie

Une partie présente le certificat de la Nation et son relevé au registre pour prouver la date à laquelle un document a été créé. L’autre partie s’y oppose, faute d’authentification.

Pour la partie qui présente : les art. 31.1–31.2, Nikolovski, l’ancrage public. **Pour la partie qui s’oppose :** le besoin d’une preuve de la fiabilité du système. **Pour les deux :** quelle preuve satisferait le tribunal.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Comment vérifier : dossier juridique

Un plan type : IRAC

Étape	Pour la partie qui présente
Question	Le certificat et le relevé sont-ils admissibles pour prouver la date?
Règle	Loi sur la preuve au Canada, art. 31.1–31.2; Nikolovski sur la preuve matérielle.
Application	Le certificat est ce qu’il paraît être; l’ancrage du registre prouve que le dossier existait, non modifié, à cette date, vérifiable par tous.
Conclusion	Admis; le poids relève du juge des faits.

Le plan de la partie qui s’oppose suit les quatre mêmes étapes en sens inverse. Les étudiants le rédigent eux-mêmes.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Comment vérifier : dossier juridique

Travail écrit : mémoire

La tâche

Rédige le mémoire d’une des parties à la plaidoirie de cette fiche : La partie qui présente ou La partie qui s’oppose, selon les consignes. Puis plaide-le.

Exigences

- 2 500 mots, sans la liste des autorités.
- Chaque autorité citée selon le Guide McGill, avec renvois précis.
- Au moins six autorités, dont au moins deux absentes de cette fiche.
- Répondre au meilleur argument adverse dans la partie III, et pas seulement présenter sa propre thèse.
- Seulement les faits énoncés dans le problème; aucun fait nouveau.

Structure

- Partie I, les faits : un exposé neutre, deux pages au plus.
- Partie II, les questions en litige : chacune en une seule question.
- Partie III, le droit et l’argumentation : question par question, la règle, son application, et la réponse à l’autre partie.
- Partie IV, l’ordonnance demandée : rédigée avec précision.
- Partie V, la liste des autorités : lois, puis jurisprudence, puis doctrine.

Échéancier

- Semaine 1 : recherche; un plan d’une page des questions et des autorités.
- Semaine 2 : le mémoire complet, échangé avec l’autre partie.
- Semaine 3 : la plaidoirie.

Plaidoirie

Quinze minutes par partie, deux minutes de réplique pour la partie requérante. Attendez-vous aux questions du tribunal dès la première minute; la grille de correction de la page du corps professoral s’applique.

Intégrité

Ton mémoire doit être le tien. Si tu utilises un outil d’IA pour la recherche ou la rédaction, vérifie chaque autorité dans les recueils et indique-le dans une note; une référence inventée entraîne l’échec du travail.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Comment vérifier : dossier juridique

Pour le corps professoral : normes visées

Compétences universelles	Repérer les faits et les affirmations clés; Comprendre les perspectives et les points de vue; Analyser et évaluer les preuves; Appliquer : qu’est-ce que cela veut dire pour nous?. Les mêmes partout, quel que soit le programme.
Appel à l’action 28 de la CVR	La preuve et les dossiers d’une institution autochtone.
Exigence nationale	Résolution de problèmes, recherche juridique, communication orale et écrite.
Citation	Le Guide McGill; les renvois précis sont laissés aux étudiants.
Méthode	IRAC; une note d’information à un greffier; une plaidoirie sur l’admissibilité.
Équilibre	Les arguments des deux côtés et leurs points faibles; le dossier nomme sa propre position.
Durée	Un cours de 90 minutes; la plaidoirie en séance distincte.

Grille de correction : la plaidoirie

	Remarquable	Solide	Compétent	Faible
Droit	Toutes les autorités pertinentes, exactes, avec renvois précis	Principales autorités justes	Certaines manquent ou sont imprécises	Erronées ou absentes
Analyse	Applique le droit aux faits et répond au meilleur argument adverse	Applique clairement le droit	L’applique en partie	Énonce le droit sans l’appliquer
Structure	Un plan clair, suivi	Clair, généralement suivi	Quelques écarts	Difficile à suivre
Plaidoirie	Répond directement au tribunal et revient à sa thèse	Répond bien	Répond avec difficulté	Évite les questions

Ce dossier expose la position de la Nation mohawk de Grand River à côté d’autres positions, pour l’étude et la plaidoirie. Les résumés de jurisprudence servent à l’enseignement : lisez les recueils. Il ne constitue pas un avis juridique.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.